



Séminaire Territoires et Energies

Programme 2019/2020

Le séminaire Territoires et Energies souhaite poser une réflexion multidisciplinaire sur les politiques actuelles et passées dans le domaine de l'énergie et de l'environnement, devenus objets de débats et de positions tranchées. Il s'agit cependant d'une problématique ancienne, si l'on pense par exemple aux effets de transformation et de structuration des territoires du fait des gisements de charbon, des installations hydroélectriques, des sites nucléaires, des réseaux urbains de chaleur... Plus récemment, elle a pris une dimension nouvelle en raison notamment du développement des énergies renouvelables et de la lutte contre le changement climatique.

La mise en place de ces infrastructures offre différents exemples d'implantations, d'adaptations, de conflits et/ou de greffes réussies, de valorisation d'une mémoire paysagère, monumentale et sociale... Sur la base d'études historiques et de témoignages contemporains, le séminaire s'attachera à analyser différentes expériences d'introduction et d'évolution de systèmes énergétiques dans des territoires français, et à interroger de manière globale leurs interactions sous les angles économiques, politiques, environnementaux et sociaux.

L'énergie est devenue un aspect fondamental de la construction d'un avenir commun que ce soit dans son rapport au climat et à l'environnement, dans la redéfinition des équilibres régionaux, par la place des réseaux et des consommateurs, ou du fait de son impact économique, territorial et politique. Même si les enjeux s'inscrivent le plus souvent dans des cadres européens voire mondiaux, il s'agit d'étudier les effets multiples du lien entre les choix énergétiques et la mobilisation des territoires à plusieurs échelles dans l'espace français. Les acteurs impliqués se sont également largement diversifiés, des pouvoirs locaux aux nouveaux entrants industriels, des instances européennes aux ONG comme aux citoyens qui réclament de nouvelles formes d'aménagement énergétique du territoire dans un mouvement de transition énergétique, écologique et solidaire.

L'importance des enjeux contemporains, tant en termes de transition écologique et énergétique que de cohésion des territoires, milite ainsi pour une réflexion approfondie et nourrie des expériences du passé qui pourront être riches d'enseignements pour les décideurs actuels.

Organisé conjointement par l'unité mixte de recherche SIRICE (Sorbonne, CNRS), le Comité d'histoire des ministères de l'Ecologie (MTES) et des Territoires (MCTRCT), et par le comité d'histoire de l'électricité et de l'énergie, le séminaire se tiendra trimestriellement dans les locaux du ministère de la Transition écologique et solidaire à la Défense. Il sera ouvert aux agents des ministères, aux entités publiques et privées intéressées et aux acteurs académiques.

Inscriptions obligatoires au lien suivant : <http://enqueteur.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/index.php/266397?lang=fr>

L'accès au ministère étant très contrôlé (pièce d'identité exigée), il est recommandé d'arriver 10 à 15 minutes en avance

Deuxième séance le mercredi 5 février 2020, 10h00-12h30

Grande Arche de la Défense, Salle Ségur

Gouverner l'énergie : concessions et territoires

Intervenants :

- **Christophe Bouneau**, Professeur d'histoire contemporaine, Université Bordeaux Montaigne

**La trajectoire séculaire de la gouvernance locale de l'énergie (1906 - début du XXIe siècle):
concession de distribution, acteurs et territoires**

La loi du 15 juin 1906 sur la distribution occupe une place primordiale dans le patrimoine juridique et énergétique national et donc dans la construction des territoires énergétiques et leur articulation historique. Véritable « constitution française de la distribution d'énergie », en reconnaissant le rôle crucial des collectivités locales, essentiellement des communes, elle a fondé le service public local (SPL), en débordant d'ailleurs largement le champ énergétique. Adoptée dans un contexte de concurrence et de compétition multiforme, entre l'électricité et le gaz, entre les concédants et les concessionnaires, sa trajectoire doit beaucoup aux collectivités locales insérées dans un réseau d'acteurs (gouvernement, administrations, entreprises, usagers/consommateurs). Nous nous proposons de retracer les grandes étapes de ce dialogue séculaire, très souvent sous tensions.

- **Marie-Hélène Pachent-Lefevre**, Avocate Associé, Seban & Associés

En quoi le modèle concessif français gouverne-t-il le développement des réseaux d'énergie (électricité, gaz, réseaux de chaleur) ?

Le modèle de la concession est un modèle contractuel français spécifique. Il est au cœur du développement des infrastructures de réseaux supports des services publics énergétiques, particulièrement les services publics de la distribution d'électricité, de gaz et des réseaux de chaleur. Modèle désigné légalement depuis les lois de 1906 et 1946 pour l'électricité et le gaz, il a permis l'électrification et la desserte en gaz naturel du territoire français. Il repose sur un partage de la maîtrise d'ouvrage des travaux de développement de ces réseaux avec un financement unique (péréqué). C'est ce même modèle qui, en pratique, s'impose pour le développement des réseaux de chaleur, dans un schéma ici d'équilibre économique propre à chaque concession.

- **Sylvain Chapon**, Délégué Marketing Stratégique, Engie

Point de vue des entreprises de l'énergie sur l'adaptation des systèmes existants aux enjeux de la transition énergétique

Prochaines séances :

Troisième séance le mercredi 22 avril 2020, 10h00-12h00

Le charbon et ses territoires : de l'industrialisation à la patrimonialisation

Quatrième séance le mercredi 24 juin 2020, 10h00-12h00

Rafraîchir les villes